

4 juin 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Marseille le 4 juin 2015.

Monseigneur, je sais votre attachement à la cause environnementale et je sais ce que la principauté prend comme initiatives. Je suis heureux de vous savoir ici présent et pleinement associé.

Monsieur le Sénateur maire, vous m'accueillez une nouvelle fois ici à Marseille. Marseille qui est une grande ville de France, une ville aimée en France. Une ville qui a aussi une responsabilité particulière car c'est une grande ville de la Méditerranée où sont venues des générations et des générations, pour vivre ou pour travailler. Beaucoup sont partis de Marseille pour apporter le meilleur de la science, de la technologie et de l'entreprise.

Vous avez donc choisi de vous impliquer pleinement dans les projets pour la Méditerranée. Je voulais ici vous en remercier, vous, mais aussi les villes de la région qui ont également une place éminente à prendre. La ville de Nice en particulier. Je salue le Député maire et toutes les villes qui ont vocation, pas simplement à être des ports, mais aussi à utiliser tout l'espace de la région pour animer le bassin de la Méditerranée.

Monsieur le Président du Conseil régional, cher Michel VAUZELLE, cette idée de la Méditerranée n'est pas nouvelle pour vous. Il ne faut cependant pas croire que les idées anciennes sont maintenant disqualifiées. Il y a des idées fortes, qui demeurent, au-delà des défis que nous pouvons relever. Vous avez voulu donner à votre région cette vocation d'unir, de rassembler. D'unir et de rassembler d'abord à l'intérieur de la région, car les divisions n'ont pas leur place. Vous avez aussi voulu que les valeurs républicaines puissent trouver une conciliation avec la tradition provençale et plus que cela, une fusion sur un certain nombre d'ambitions communes. Vous avez également voulu vous adresser à l'autre côté de la Méditerranée. Grâce à l'initiative que vous avez prise, beaucoup qui sont ici aujourd'hui viennent de très loin. De très loin si l'on regarde une carte mais de tout près parce que vous êtes unis par la même mer. Je voudrais saluer donc tous les représentants des pays, toutes les associations qui se sont rassemblées, les entreprises, j'y reviendrai, qui vont jouer un rôle éminent dans le succès de la conférence sur le climat.

Vous avez voulu anticiper car à Marseille, il y a toujours cette volonté de faire avant Paris. La COP 21 commence donc ici à Marseille et se conclura à Paris. Vous avez aussi voulu démontrer qu'il y a un agenda des solutions, qui fait justement partie des engagements que nous devons prendre à Paris.

Vous avez également voulu que ce forum soit l'occasion de démontrer que le pourtour méditerranéen travaille. Il travaille à la mise en œuvre d'un plan de développement durable pour l'ensemble de la région - au sens le plus large du terme - pour relever le défi climatique.

Je remercie tous les élus qui sont ici et qui s'associent à cette initiative.

Nous sommes à six mois de la conférence de Paris. Des étapes doivent être respectées si nous voulons aboutir à un accord. En ce moment même, il y a à Bonn une session formelle de la négociation climatique. Pour l'instant, 39 pays sur les près de 200 que compte la communauté internationale ont déposé leur contribution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

39, c'est déjà substantiel. Ce n'est cependant pas suffisant. Je suis venu vous dire tout franchement ce que je pense de l'état de la négociation : elle est bien engagée mais les points

franchement ce que je pense de l'état de la négociation. Elle est bien engagée mais les points épineux sont toujours sur la table.

Quels sont-ils ? Il y a d'abord le niveau d'ambition de l'accord. Il ne suffit pas d'avoir un accord, il faut qu'il signifie un certain nombre d'engagements. Il y a ensuite sa forme juridique : est-ce que ce sera un accord, une proclamation, une déclaration d'intention ou est-ce que ce sera un accord contraignant, juridiquement contraignant ? Y aura-t-il une différenciation entre les pays ? A l'évidence, chaque pays aura un effort à faire. Cet effort sera en fonction de son degré de développement, de l'ampleur des prélèvements que ce pays a pu opérer dans ces dernières décennies sur la planète, et puis également en fonction de sa capacité à mener à bien des projets d'adaptation.

Il y a également l'épineuse question des financements qui, à mon sens, sera déterminante. Cela fait beaucoup et nous n'avons que six mois. Nous devons donc accélérer le mouvement. Nous devons négocier sérieusement et éliminer dans un texte qui est déjà trop copieux - près de 80 pages me dit-on - ce qui est entre crochets. En effet, un texte entre crochets signifie qu'il y a encore beaucoup de points qui n'ont pas été clarifiés.

Il y a donc urgence. Urgence pas simplement par rapport à l'échéance de la négociation, mais urgence car les effets des dérèglements climatiques se font sentir partout dans le monde, dans toutes les régions du monde. Aucune n'est à l'abri. Comment serait-il possible d'ailleurs de se mettre à l'écart ? Même avec un niveau élevé de richesse ou de protection.

Il y a une sécheresse record en ce moment en Californie. Il y a une canicule en Inde qui a déjà fait plus de 2000 victimes. Il y a des inondations en Asie et en Amérique du sud. Il y a une avancée continue de la désertification en Afrique. Même l'Europe qui pense être un continent tempéré, ce qui risque d'être encore d'être contrecarré par la réalité, voit des événements météorologiques extrêmes et de plus en plus intenses, se produire.

Il y a longtemps eu un débat pour savoir ce qu'il en était exactement du réchauffement climatique. Aujourd'hui il n'y a plus de débat. C'est incontestable. Le rapport du GIEC l'a montré, le bassin méditerranéen est un des lieux les plus sensibles au réchauffement climatique.

L'élévation de la température de la mer et de son niveau, aura un impact considérable sur la biodiversité, les courants, le climat mais aussi la sécurité sur les zones littorales. On s'est longtemps préoccupés, à juste raison, des risques telluriques dans cette région. A ces risques-là qui demeurent, s'ajoutent aujourd'hui des risques climatiques, notamment par rapport à des zones côtières particulièrement habitées et qui peuvent être menacées. Il y a la sécheresse d'un côté et les pluies diluviennes de l'autre.

Cela vaut pour l'Europe, cela vaut pour l'ensemble de la Méditerranée. Le changement climatique a également des effets sur les déplacements de population. Monsieur le président Michel VAUZELLE, vous avez évoqué ce que nous pouvons en ce moment, hélas, constater en Méditerranée.

Il s'agit de la tragédie des milliers de migrants qui fuient, certains la guerre, d'autres la misère. Certains viennent parce que la Libye est devenue un chaos infernal, et ils pensent traverser ce territoire pour ensuite aller jusqu'en Europe afin de connaître une possible prospérité. Nous savons ce qu'il y a d'illusion dans ce type de transport. Nous savons aussi ce qu'il y a d'exploitation puisqu'il y a des trafiquants, souvent liés aux terroristes, qui organisent ces déplacements. Ces trafiquants mettent également ces familles dans des camps, je dis bien des camps, dont nous n'avons que peu d'images mais qui existent et où il y a des exactions tous les jours.

Une des causes de ces déplacements est le changement climatique, même si ce n'est pas la cause principale. Il y a l'épuisement des ressources naturelles notamment en Afrique de l'Ouest, une sécheresse, l'exode rural, et donc la tentation de l'émigration.

Des centaines de personnes périssent en mer Méditerranée chaque mois. Nous en avons sauvées heureusement, depuis que des initiatives ont été prises au niveau européen, que des moyens ont été dégagés. Je crois que nous devons saluer cette assistance humanitaire. En même temps à mesure qu'elle se déploie, d'autres espèrent pouvoir traverser dans des conditions de sécurité. Nous connaissons donc aussi ce que peuvent être les mouvements de population s'il n'y a pas de

politique de coopération et de développement avec les pays du sud.

Nous ferons toujours face à l'urgence si nous ne mettons pas en place des politiques de long terme.

J'ai utilisé une formule car je la trouvais particulièrement adaptée à la situation d'aujourd'hui. Cela ne vaut pas que pour les tragédies ou pour le climat, ou pour les guerres: L'indifférence, c'est l'ennemi contemporain. C'est un ennemi anonyme et nous pouvons d'ailleurs être parfois nous-mêmes concernés. Fermons les yeux car ce serait trop grave de voir, car il faudrait agir. Nous devons donc prendre des décisions. Les décisions de l'Union européenne ne peuvent pas se résumer simplement à des quotas, des opérations de police. Nous devons prendre des décisions lourdes, beaucoup plus ambitieuses, sur le plan diplomatique, sur le plan de la coopération et sur le plan du développement.

Il y a bien sûr une dimension sécuritaire, vous l'avez une nouvelle fois évoqué. Il y a eu des actes terroristes des deux côtés de la Méditerranée. Il y a aussi des massacres qui se font continûment au Moyen Orient, et qui sont le fait de groupes et d'un groupe en particulier. Ce groupe est particulièrement barbare, et attire, hélas, un certain nombre de nos ressortissants. Pas simplement en Europe, partout dans le monde.

J'interrogeais le Premier ministre irakien, qui était présent à Paris pour la conférence que nous organisons justement pour la lutte contre le terrorisme et le groupe Daech en Irak et en Syrie. Je lui demandais d'où venaient en ce moment les combattants étrangers qui continuent d'affluer sur la zone. Il m'a dit « aujourd'hui les plus nombreux viennent d'Asie, et même de Chine ». C'est donc un mouvement qui est planétaire, et nous devons le considérer comme tel. Nous devons lutter contre les trafics d'êtres humains, lutter contre le terrorisme, mais aussi et c'est le sens de ma présence ici lutter contre le réchauffement climatique. Parce qu'il s'agit de la même exigence. Je propose donc que se tienne prochainement une grande conférence sur la coopération économique et sociale dans le bassin méditerranéen, rassemblant tous les décideurs. Ce ne sont pas simplement les Etats, mais aussi les acteurs locaux, les régions, les collectivités, les acteurs économiques, afin que nous puissions développer des politiques ambitieuses et offrir une perspective, notamment à la jeunesse.

Vous avez lancé cet appel monsieur le président. Nous sommes tous Méditerranéens. Ce que je voudrais c'est que les Européens du nord, les Européens de l'Est, les Européens centraux, soient également mobilisés pour la Méditerranée.

Je salue le président du Conseil économique, social de l'Europe puisqu'il s'est fait également connaître pour une interdiction liée à une situation à l'Est de l'Europe.

L'Europe est celle de ses frontières, et la mer Méditerranée est une frontière. Nous devons donc avoir une politique de voisinage. Vous connaissez les initiatives que nous avons prises avec la chancelière Angela MERKEL pour la question ukrainienne, que nous continuons à prendre.

Vous savez qu'en ce moment, par ailleurs, il y a des discussions avec la Grèce pour qu'elle puisse rester dans la zone euro. Nous ne devons pas simplement répondre à ces urgences qui sont de nature très différentes. Je veux que l'Allemagne puisse également être partie prenante d'une politique méditerranéenne.

Je reviens alors à notre sujet, la COP21. Je l'ai dit, il y a quatre sujets qui doivent être traités dans cette conférence. L'accord lui-même, avec ses règles contraignantes, les engagements, les contributions nationales de chaque pays pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. J'ai dit qu'il y en avait 39. Le dernier pays qui a produit une contribution, c'est le Maroc, et je le salue. La France est d'ailleurs prête à aider les pays en développement à travers l'Agence Française de Développement pour produire ces contributions, parce que ce sont des engagements, parce que ce sont des politiques, et qu'il est légitime d'apporter notre connaissance, notre expertise et nos financements.

Troisième sujet : les financements. C'est la question cruciale car il n'y aura d'accord à Paris que s'il y a des financements. Pourquoi ? Parce que les pays émergents, en développement, les pays les plus fragiles, ne prendront de décision concernant les émissions de gaz à effet de serre ou des installations pour les énergies renouvelables, ou mettre de l'efficacité énergétique dans les villes

durables, que s'il y a des financements qui sont rassemblés.

Je pense à un grand pays comme l'Inde, mais je pourrais citer bien d'autres pays d'Asie, d'Afrique.

Il y a le fonds vert, qui est un engagement qui avait été pris à Copenhague. Il a tout de même eu une traduction de 10 milliards de dollars aujourd'hui, grâce aux apports des Etats. Nous devons arriver, au-delà de ce fonds vert, à mobiliser des financements pour qu'à partir de 2020, 100 milliards puissent être dégagés. C'est à la fois une condition, je l'ai dit pour l'accord, et c'est un levier considérable pour l'économie, pour la croissance verte.

Vous m'avez tout à l'heure emmené voir un certain nombre d'innovations. Elles sont tout à fait considérables par rapport à la transition énergétique et grâce au numérique. Nous devons donc mobiliser toutes les entreprises financières, industrielles pour que nous ayons des financements et des grands projets économiques. L'Afrique notamment attend de nous à la fois ce soutien financier, le fonds que nous allons organiser, construire, mais également un partage de la technologie.

J'évoque souvent cela pour convaincre les Africains et cela vaudrait aussi pour les Asiatiques et pour certains autres pays : grâce à l'accord qui peut être passé en décembre, il va y avoir une étape nouvelle sur le plan technologique, c'est-à-dire que des pays qui finalement n'auront pas à passer comme nous par l'utilisation des énergies fossiles iront directement vers le renouvelable. Ils pourront construire des villes, nous les nôtres sont faites et nous en sommes très fiers, mais pourront construire des villes qui seront des villes durables avec immédiatement les technologies adaptées. C'est un grand enjeu. S'il n'y a pas ces financements, il n'y aura pas l'accord, et il n'y aura pas la croissance verte ensuite.

Le dernier sujet dans la négociation, c'est vous, c'est l'Agenda des solutions. C'est-à-dire la mobilisation de ce qu'on appelle - je n'ai jamais exactement compris ce que signifiait la « société civile » - tous les acteurs, collectivités locales, entreprises, associations, organisations, même les citoyens qui se mettent dans le mouvement.

Il y a alors deux façons de se mettre dans le mouvement. Il y en a qui veulent manifester, il y en a toujours qui veulent manifester et qui voudront nous aider - j'imagine que c'est pour nous aider. Ils veulent crier leurs exigences notamment par rapport aux exportations de charbon, ou d'aides financières qui sont apportées pour des entreprises qui utilisent le charbon. C'est un dossier que je suis, et je pense qu'il est nécessaire d'avoir des mobilisations. Ce qu'il faut, c'est aussi des manifestations positives et c'est l'agenda des solutions. C'est-à-dire d'inventer les technologies de demain, les manières de consommer, de se transporter, de produire, qui vont faire que ça ne sera pas simplement un accord entre Etats, ça sera un accord du monde avec le monde. C'est ce que vous avez commencé de faire à la MEDCOP21.

Je salue le texte qui a été présenté parce qu'il nous permettra d'engager cette dynamique.

Comment faisons-nous alors en Méditerranée ? En Méditerranée c'est toujours plus compliqué qu'ailleurs, je ne vais pas en dire les raisons, certaines sont politiques. C'est aussi compliqué parce qu'il y a beaucoup de structures. Il y a le plan bleu avec la Convention de Barcelone, de l'Union européenne et du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Il y a la stratégie méditerranéenne de développement durable au sein d'une organisation, et je salue son secrétaire général, l'Union pour la Méditerranée, il y a le dialogue en Méditerranée occidentale 5 + 5 que la France copréside en ce moment avec le Maroc. Il y a enfin les multiples initiatives sectorielles. Il va alors falloir rassembler toute cette myriade d'organisations, d'initiatives et c'est bien qu'il y en ait, pour bâtir un Plan de sauvegarde et un plan de développement durable en Méditerranée. L'Union européenne, l'union pour la Méditerranée peuvent être des appuis considérables, et l'association MEDENER, qui regroupe les 12 agences nationales du pourtour méditerranéen, dont l'ADEME, peuvent également nous être très précieux.

Il y a aussi l'initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre. C'est l'enjeu de la recherche que nous avons préservé. Il faut que la recherche puisse être mise au service de la transition énergétique et écologique. Il y a également des moyens qui peuvent être affectés à la dépollution en Méditerranée. Nous avons déjà mobilisé jusqu'à 5 milliards d'euros pour cette mission qui prendra du temps mais qui est essentielle. Le programme Horizon 2020 peut dans

mission qui prendra du temps mais qui est essentielle. Le programme Horizon 2020 peut donc également être sollicité sur l'enjeu climatique.

Nous aurons aussi une grande négociation à l'automne à l'ONU. Il s'agit des Objectifs de développement durable et la Méditerranée doit y prendre toute sa place. La France est particulièrement impliquée parce que la France a cette vocation d'être mondiale, par sa géographie - je pense aussi à nos régions d'outre-mer - par son histoire, par les valeurs qu'elle porte.

Nous devons alors aussi montrer que sur la recherche, sur le développement nous sommes présents. J'ai salué tout à l'heure l'IRD, l'Institut de Recherche pour le Développement et j'ai évoqué l'ADEME qui est représentée ici, toutes nos institutions de recherche sont forcément concernées, et vous en avez ici, dans cette région.

La COP21 est encore une abstraction pour beaucoup de nos compatriotes et sûrement pour beaucoup de ceux qui vivent dans le monde, y compris affrontant des catastrophes. Nous devons donc lui donner un caractère humain, concret, et c'est le sens de votre initiative, de montrer ce qu'il est possible de faire, montrer la vitrine de toutes les initiatives, de faire qu'il y ait une mobilisation. L'année prochaine la MEDCOP22 sera à Tanger et nous devons déjà préparer ce rendez-vous parce que je dois vous le dire, il y aura un après Paris décembre 2015. Tout ne va pas s'accomplir, s'achever. Une révolution ne se fait pas en un jour, elle doit être pour certains, j'ai encore cette aspiration, permanente. Il va falloir continuer ce mouvement, ce processus. C'est donc ce que nous avons à faire. Paris va fixer les règles, Paris va donner des financements, Paris va mobiliser à travers l'Agenda des solutions. Nous devons ensuite vérifier les engagements qui auront été pris, et c'est ce qui se passera d'ores et déjà l'année prochaine au Maroc.

Nous devons aussi revenir à l'idée même de la Méditerranée, parce que la COP21, c'est pour la planète et qu'est-ce que la planète ? C'est quelquefois très loin. Certes nous apprenons qu'au Vanuatu, qu'en Philippines, en Chine, il peut y avoir des catastrophes, nous en voyons les images mais nous pensons que c'est pour les autres. Il faut alors créer un sentiment d'appartenance à la Planète. C'est ce que vous faites ici à l'espace méditerranéen. La Méditerranée a vu naître de grandes civilisations qui vivent aujourd'hui ensemble et doivent vivre ensemble, dans la paix, dans le respect, dans la connaissance.

Connaître l'histoire des civilisations, la nôtre, la Méditerranée. Elle est, bien sûr, ça a été dit par le sénateur maire, un lieu de tragédie, un lieu de prospérité, un lieu de réussite, un lieu d'échange. La Méditerranée est baignée de lumières à tout égard et nous sommes pourtant conscients des défis qui sont devant nous. Alors vous avez, nous avons à créer avec l'espace Méditerranéen une communauté de destins, car ce qui se passe des deux côtés de la Méditerranée intéresse tous ceux qui vivent autour de la Méditerranée.

Je vous remercie donc pour l'initiative que vous avez prise, pour la démonstration que vous avez déjà donnée. Je suis rassuré, Marseille est déjà prête, Paris n'a plus qu'à bien se tenir.